



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement**  
Unité Inter-Départementale Anjou-Maine

**Arrêté n° DCPAT 2024-0303 du 8 JAN. 2025**

**Société CENTRALE BIOGAZ DU MANS – LE MONNE**  
ZAC du Monné – Rue du Champ du Verger - 72700 Allonnes

**Arrêté préfectoral complémentaire portant augmentation de la zone de chalandise  
de l'unité de méthanisation avec valorisation du biométhane  
se situant ZAC du Monné – Rue du Champ du Verger -  
sur le territoire de la commune d'Allonnes**

**Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le titre Ier du livre V du code de l'environnement notamment ses articles L.541.32, L.181-14, L.511-1 et R.181-45 ;

**Vu** le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement notamment certaines dispositions du code de l'environnement (rubrique 2781) ;

**Vu** le décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement notamment certaines dispositions du code de l'environnement (rubrique 2910) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0171 du 20 mai 2016 délivré à la société CENTRALE BIOGAZ DU MANS - LE MONNE pour l'exploitation d'une unité de méthanisation avec valorisation du biométhane, se situant Zone d'Activités du Monné sur le territoire de la commune d'Allonnes ;

**Vu** la demande du 7 septembre 2022 présentée par société CENTRALE BIOGAZ DU MANS - LE MONNE de modifier les conditions d'exploiter ;

**Vu** la nécessité de mettre à jour les prescriptions qui fixent les conditions d'exploitation de l'établissement en raison de la demande d'extension de la zone de chalandise ;

**Vu** la demande du 7 septembre 2022 présentée par la société CENTRALE BIOGAZ DU MANS - LE MONNE de mettre à jour son classement ;

**Vu** le rapport du 3 décembre 2024 établi par l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L.211-1 et L.511-1 du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 16 décembre 2024 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Sarthe ;

## **A R R Ê T E**

### **Titre 1 – Portée de l'autorisation et conditions générales**

#### **Article 1.1. : Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

L'article 1.1.3. de l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0171 du 20 mai 2016 autorisant la société CENTRALE BIOGAZ DU MANS – LE MONNE, dont le siège social est situé à l'Espace Performance – Alphasis – Bâtiment C2 à Saint-Grégoire (35769), à exploiter une unité de méthanisation avec valorisation du biométhane dans la Zone d'Activités du Monné sur le territoire de la commune d'Allonnes, est modifié comme suit :

**« Article 1.1.3. – Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et par une rubrique de la loi sur l'eau**

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime *
2781.2	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux	Capacité de traitement : 99,9 t/j  Capacité de production de biogaz : 13487 Nm <sup>3</sup> /j	E*
2783-2	Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique La quantité de biodéchets déconditionnés étant : 2. Inférieure à 30 t/j	23 tonnes	DC

2910.B-1)	<b>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</b> B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1) Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	800 kW	NC*
-----------	--	--------	-----

(\*) A (Autorisation), E (Enregistrement), DC ou D (Déclaration), NC (non classé)

Bien que les activités du site soient classées au titre de la rubrique 2781 sous le régime de l'enregistrement, la procédure qui s'applique à l'établissement est celle de l'autorisation fixée aux articles L181-1 et suivants du code de l'environnement.

Les activités du site ne relèvent pas d'un classement SEVESO ni IED.

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime(*)
2.1.4.0	Epannage et stockage en vue d'épandage d'effluents ou de boues, la quantité épandue représentant un volume annuel supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou un flux supérieur à 1t/ an d'azote total ou 500 kg/ an de DBO5	179,4 t d'azote /an	D

### **Article 1.2. : Nature et origine des matières**

L'article 2.3.1. de l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0171 du 20 mai 2016 autorisant la société CENTRALE BIOGAZ DU MANS – LE MONNE, à exploiter une unité de méthanisation avec valorisation du biométhane située sur le territoire de la commune d'Allonnes, est modifié comme suit :

« Article 2.3.1. - Nature et origine des matières

Les déchets organiques admissibles sur le site sont les suivants :

- déjections animales (lisiers, fumiers, etc.)
- matières végétales et déchets végétaux (déchets verts, déchets céréaliers, paille, ensilage, terre de filtration, etc.) ;
- boues et graisses hors boues de station urbaines et d'assainissement collectif ;
- biodéchets : fraction fermentescible des ordures ménagères, anciennes denrées alimentaires, invendus et rebuts de fabrication des industries, commerces et activités agroalimentaires, déchets de cuisine et de table ;
- sous-produits animaux de catégorie 2 dérogatoires (lisiers, fumiers et matières stercoraires uniquement et sous-produits animaux de catégorie 3 (tels que des déchets de cuisine et refus de production issus de l'industrie agro-alimentaire). Les sous-produits animaux prévus par le règlement européen subiront une hygiénisation conforme à la réglementation, rapidement après réception et en amont de l'intégration aux digesteurs.



La liste des déchets admissibles assortis de leurs codes déchets est jointe en annexe 1 du présent arrêté.

Les déchets sont collectés dans les départements de la Sarthe (majoritairement), de l'Orne, de la Mayenne, du Maine-et-Loire, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et de l'Eure-et-Loir.

Toute acceptation dépassant le périmètre précité et limité à la France métropolitaine devra être justifiée par une indisponibilité ou non possibilité de traitement sur les autres installations à proximité du producteur. Ces justificatifs seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, les quantités admises dans ce cadre ne pourront être supérieures à 3 600 tonnes par an soit 10% du volume autorisé.

---

## **Titre 2 – Délais et voies de recours – Publicité - Exécution**

---

### **Article 2.1. : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Allonnes et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Allonnes, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe ([www.sarthe.gouv.fr](http://www.sarthe.gouv.fr)), pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 2.2. : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes.

Conformément à l'article R.311-6 du code de justice administrative, le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté et n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 2.3. : Exécution**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Sarthe, le Maire d'Allonnes, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale  


Christine TORRES

# ANNEXE 1

Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de ce jour,  
Le Mans, le 8 JAN. 2025  
Pour le Préfet,  
Christine TORRES  
Secrétaire Générale

Famille	Sous-famille	Code
<b>Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche.</b>	Boues provenant du lavage et du nettoyage.	02 01 01
	Déchets de tissus animaux.	02 01 02
	Déchets de tissus végétaux.	02 01 03
	Fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site.	02 01 06
<b>Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale.</b>	Boues provenant du lavage et du nettoyage.	02 02 01
	Déchets de tissus animaux.	02 02 02
	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.	02 02 03
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents.	02 02 04
	Déchets non spécifiés ailleurs.	02 02 99
<b>Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses.</b>	Boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation.	02 03 01
	Déchets d'agents de conservation.	02 03 02
	Déchets de l'extraction aux solvants.	02 03 03
	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.	02 03 04
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents.	02 03 05
	Déchets non spécifiés ailleurs.	02 03 99
<b>Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers.</b>	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.	02 05 01
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents.	02 05 02
	Déchets non spécifiés ailleurs.	02 05 99
<b>Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie.</b>	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.	02 06 01
	Déchets d'agents de conservation.	02 06 02
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents.	02 06 03
	Déchets non spécifiés ailleurs.	02 06 99

<b>Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao).</b>	Déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières.	02 07 01
	Déchets de la distillation de l'alcool.	02 07 02
	Déchets de traitements chimiques.	02 07 03
	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.	02 07 04
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents.	02 07 05
	Déchets non spécifiés ailleurs.	02 07 99
<b>Loupés de fabrication et produits non utilisés.</b>	Déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05.	16 03 06
<b>Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13).</b>	Déchets non spécifiés ailleurs.	16 07 99
<b>Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs.</b>	Déchets de dégrillage.	19 08 01
	Déchets de dessablage.	19 08 02
	Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées ne contenant que des huiles et graisses alimentaires.	19 08 09
	Boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11.	19 08 12
	Boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13.	19 08 14
	Déchets non spécifiés ailleurs.	19 08 99
<b>Fractions collectées séparément (sauf section 15 01).</b>	Déchets de cuisine et de cantine biodégradables.	20 01 08
	Huiles et matières grasses alimentaires.	20 01 25
<b>Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière).</b>	Déchets biodégradables.	20 02 01
<b>Autres déchets municipaux.</b>	Déchets municipaux en mélange.	20 03 01
	Déchets de marchés.	20 03 02
	Déchets de nettoyage des rues.	20 03 03
	Boues de fosses septiques.	20 03 04
	Déchets provenant du nettoyage des égouts.	20 03 06
	Déchets encombrants.	20 03 07
	Déchets municipaux non spécifiés ailleurs.	20 03 99